



MINISTÈRE DES ARMÉES



SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE NORD-OUEST

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P.)

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

PERSONNE PUBLIQUE

MINISTÈRE DES ARMÉES

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest
Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES ARMÉES

OBJET DU MARCHE

Base de Défense BOURGES-AVORD – départements 18, 36 et 58
Exploitation et maintenance de 5 corps d'état techniques (incendie, portes/portails, groupes électrogènes, onduleurs et levage fixe)

Lot 1 : maintenance des systèmes de sécurité incendie et détection gaz

Lot 2 : maintenance des portes, portails et barrières

Lot 3 : maintenance des groupes électrogènes

Lot 4 : maintenance des onduleurs

Lot 5 : équipements de levage fixe

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHE	3
2.	PERIMETRE D'INTERVENTION	3
3.	NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	4
4.	TEXTES DE REFERENCE	5
5.	ORGANISATION – SECURITE – HYGIENE	5
6.	ENVIRONNEMENT ET TRAITEMENT DES DECHETS	7
6.1.	Gestion des déchets	7
6.2.	Nuisances environnementales	11
6.3.	Documents à fournir par le titulaire	11
7.	SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATIONS INDUSTRIELS DES EQUIPEMENTS	12
8.	OBLIGATIONS DE LA PERSONNE PUBLIQUE	13
9.	OBLIGATION DE RESULTAT	14
10.	PRISE EN CHARGE/RESTITUTION DES INSTALLATIONS	15
10.1.	Prise en charge des installations	15
10.2.	Restitution des installations	15
11.	MAINTENANCE PREVENTIVE	16
11.1.	Consommables	16
12.	MAINTENANCE CORRECTIVE	16
12.1.	Délais et criticité	17
12.2.	Astreinte	17
13.	FORME DES PRIX	18
14.	REUNIONS PERIODIQUES	18
15.	MODIFICATION DES INSTALLATIONS	19
16.	DOCUMENTS LIVRABLES	19
16.1.	Compétences des personnels	19
16.2.	Rapport d'intervention	19
16.3.	Rapport annuel	20
16.4.	Dossiers techniques	20
16.5.	Etat des commandes	20

1. OBJET DU MARCHE

Le présent CCTP a pour objet les dispositions générales de la maintenance des équipements des lots techniques ci-dessous pour l'ensemble de la Base de Défense de Bourges-Avord :

- Lot n° 1 : maintenance des systèmes de sécurité incendie et détection gaz
- Lot n° 2 : maintenance des portes, portails et barrières
- Lot n° 3 : maintenance des groupes électrogènes
- Lot n° 4 : maintenance des onduleurs
- Lot n° 5 : maintenance des équipements fixes de levage

2. PERIMETRE D'INTERVENTION

Pour chacun des lots, le titulaire est susceptible d'intervenir sur plusieurs sites :

Emprise	Commune d'implantation	Superficie emprise (m²)	SHOD (m²)
BA 702	AVORD FARGES EN SEPTAINE SAVIGNY EN SEPTAINE	8 552 242	173 799
EPMu	SAVIGNY EN SEPTAINE FARGES EN SEPTAINE	1 892 656	38 449
DMD Nevers	DMD Nevers		
DGA TT Site principal	BOURGES	1 874 565	121 951
DGA TT Champ de tir	BOURGES OSMOY SAVIGNY EN SEPTAINE AVORD BENGY NERONDES FLAVIGNY CORNUSSE RAYMOND JUSSY CROSSES SOYE	98 869 139	35 893
EMB	BOURGES	669 314	163 877

Enclos Sainte Jeanne	BOURGES		
Station hertzienne	HENRICHEMONT	42 310	2 523
CTM	MIGNE ROSNAY	550 000	27 136

3. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent :

Des prestations à montant forfaitaire, à savoir :

- Les interventions de maintenance préventive nécessaires au bon fonctionnement des installations.
- Les interventions de maintenance corrective nécessitant des pièces dont le coût unitaire HT est inférieur au montant indiqué dans les CCTP spécifiques à chaque lot.

Des prestations à prix unitaires

Tous les prix figurant dans la liste de prix unitaires sont des prix comprenant, le déplacement, la fourniture, la pose, le raccordement, la mise en œuvre/service ainsi que toutes suggestions et tout accessoire nécessaire à la mise en œuvre (et en service) de celui-ci. La main d'œuvre en jours ouvrés ainsi que tous les moyens d'accès (nacelle ou autre) et les déplacements A/R sont également inclus dans les prix unitaires de chaque matériel.

Des prestations sur devis

Concerne toutes les interventions de maintenance corrective nécessitant des pièces dont le coût unitaire HT est supérieur au montant indiqué dans les CCTP spécifiques à chaque lot et indiqué ci-dessous.

Les différents seuils des montants unitaires des pièces pour les différents lots sont :

- Lot 1 SSI : 300€ HT
- Lot 2 Portes portails et barrières : 300 € HT
- Lot 3 Groupes Electrogènes : 800 € HT
- Lot 4 Onduleurs : 300 € HT
- Lot 5 Levage fixe : 500 € HT

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat sur le bon fonctionnement des installations entretenues.

Les installations sont constituées d'appareils pouvant provenir de différentes marques ou fabricants. Le titulaire est réputé posséder les connaissances et compétences nécessaires pour en assurer la maintenance. Il ne peut donc pas opposer une quelconque méconnaissance technique ou fonctionnelle des installations pour se soustraire à ses obligations. Le titulaire peut faire appel à la sous-traitance sous réserve de préalablement procéder à leur acceptation et à l'agrément de leurs conditions de paiement auprès de la personne publique.

Exclusions

Sont exclus du marché les travaux de modernisation (niveau 5).

Sont exclues du forfait de maintenance préventive, les prestations de maintenance consécutives à un acte de malveillance, un accident, un sinistre provoqué ou naturel, une utilisation non conforme ou toute modification effectuée par un tiers.

Sont exclus, les contrôles et vérifications périodiques obligatoires (CVPO) réalisés par un organisme agréé par l'Etat.

4. TEXTES DE REFERENCE

Les travaux et prestations sont à effectuer conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur, et notamment :

- Code du travail ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
- NF X60-319, NF EN 13306 (2010-10-01) Maintenance - Terminologie de la maintenance ;
- NF X60-000 du 2016-04-16 Maintenance industrielle - Fonction maintenance ;
- Normes homologuées applicables aux prestations ;

Cette liste n'est pas limitative.

5. ORGANISATION – SECURITE – HYGIENE

Le titulaire se doit d'avoir une parfaite connaissance de la situation et de l'importance des prestations de maintenance qu'il doit exécuter. Il doit l'exécution des prestations de maintenance prévues dans les descriptifs des lots,

Les dimensions et caractéristiques indiquées dans les prescriptions particulières sont à vérifier, soit sur place lors de la visite, soit sur plans fournis.

Le stockage d'Agent Chimique Dangereux (ACD) doit être limité au strict minimum et réalisé sur bac de rétention, dans un endroit adapté. Selon la nature des produits, une ventilation mécanique devra équiper le local. Le titulaire fournira la liste et l'emplacement de ces produits au chargé de prévention et d'environnement de l'USID. Tout retrait ou nouveau produit fera l'objet d'un compte rendu à l'USID.

Les dangers provenant d'un défaut de construction sont immédiatement signalés au représentant local du SID afin qu'il puisse y remédier.

Il doit si nécessaire, la fourniture et mise en place de la ventilation, masques et détecteurs (CO, H2S...) pour toute intervention en milieu confiné ou sur circuit eaux usées.

Les prestations de maintenance doivent être exécutées par des personnels médicalement aptes, avec du matériel conforme et en bon état. Les personnels doivent se conformer rigoureusement aux consignes de sécurité en vigueur sur le site.

L'administration établira un plan de prévention, contresigné par le titulaire, d'une durée maximale de douze mois avant le démarrage des prestations et obligations contractuelles et conformément à l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et.

Dans le cas où l'entreprise sous-traiterait une partie de la prestation, les sous-traitants devront être intégrés au plan de prévention avant le début des travaux.

Ce plan est susceptible de modifications en fonction d'événements imprévus ou d'éventuels changements apportés aux conditions d'exploitation des installations. Le titulaire s'engage en outre à respecter les règles de sécurité telles que définies par le Code du Travail, ainsi que les consignes de sécurité spécifiques aux sites sur lequel il intervient.

Les installations concourant à l'activité pyrotechnique doivent faire l'objet d'une attention particulière.
--

Ce plan de prévention intégrera en particulier les mesures spécifiques liées à la situation sanitaire nationale et locale (ex : mesures CODIV-19).

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations de maintenance par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

La demande et la délivrance d'un permis de feu sont obligatoires pour permettre l'utilisation d'outils spécifiques (chalumeau, disqueuse, etc.) ou la réalisation d'opérations à risque d'incendie préalablement à leur utilisation.

Le titulaire ne peut pas invoquer des contraintes liées à la sécurité du chantier pour prétendre à une indemnité ou justifier un retard dans la livraison de l'ouvrage.

Le titulaire doit prévenir le représentant local du SID de son arrivée et de son départ du chantier.

Il est formellement interdit de franchir une signalisation en place (barrière fermée, demi-barrière abaissée, chaîne, feux au rouge, panneaux signalétiques normaux ou automatiques) indiquant une interdiction particulière d'accès liée à l'activité du site.

Dans un souci d'homogénéité du parc des équipements, le titulaire propose les matériels et appareillages avant installation au représentant du SID.

Le titulaire doit s'assurer d'approvisionner en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires à la bonne exécution des prestations de maintenance pour respecter les délais contractuels.

Le site met à disposition du titulaire gratuitement l'électricité et les fluides (eau, air comprimé) nécessaires aux chantiers dans la limite des puissances et emplacements disponibles.

Le titulaire doit prévoir à sa charge, si nécessaire, la mise en place :

- Des moyens légers de levage (escabeau, échelle, échafaudage) aux normes,
- De groupes électrogènes de fabrication conforme et de puissance électrique adaptée
- De coffrets ou armoires électriques de chantier conformes à la réglementation et en état,
- De moyens et de lieux de stockage éventuels en accord avec l'administration

Ces installations sont démontées à la fin du chantier, la zone de chantier sera nettoyée et remise en état.

Aucun équipement n'est mis à disposition du titulaire.

Les personnels des entreprises intervenantes doivent respecter les règles de circulation en vigueur sur le site. **Celles-ci sont communiquées lors de l'établissement du plan de prévention.**

Le stationnement des véhicules de l'entreprise est également réglementé. Lors des travaux le stationnement des véhicules ne doit pas gêner la circulation ni les accès réservés aux véhicules de secours. Le stationnement des véhicules de chantier en dehors des heures ouvrées doit faire l'objet d'une déclaration préalable soumise à l'accord de l'Officier de Sécurité du site. La circulation dans les enceintes militaire

couvertes par le présent CCTP est soumise aux mêmes exigences que le réseau routier public. La signalisation s'y applique en toutes circonstances.

L'emplacement des lieux de stockage de matériels ou matériaux doit faire l'objet d'une entente préalable avec le conducteur d'opérations.

6. ENVIRONNEMENT ET TRAITEMENT DES DECHETS

L'attention du titulaire ou sous-traitants est ici attirée sur le fait qu'ils auront obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiqués dans les réglementations en vigueur et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

Pour rappel, la gestion des déchets dans le cadre du présent marché est de la responsabilité du titulaire, qui est réputé en être le détenteur. La gestion des déchets comporte au minimum :

- La réutilisation éventuelle, au sein de l'entreprise ou en concertation avec les fournisseurs, de produits ou d'emballages ;
- Les opérations de tri et de collecte sur le chantier, et dans les locaux du titulaire, le cas échéant ;
- Les opérations de transfert vers les installations d'exploitants agréés en matière de traitement de déchets (qu'ils s'agissent de valorisation ou d'élimination) ; Ces installations doivent avoir été déclarées ou autorisées (suivant leur importance) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- La mise en œuvre des procédures de suivi des déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux.
- Tous les déchets qui sont évacués en dehors des sites par le titulaire du marché, feront l'objet d'une remise à l'administration de bordereaux de suivi de déchet, conformément à la réglementation.
- Le titulaire doit systématiquement procéder à un tri des déchets, expliciter les filières d'élimination/recyclage/valorisation des déchets qu'il prend en charge.
- Le titulaire précisera sur quel centre de traitement il s'appuie, et que deviennent les déchets : recyclage/valorisation.

Par ailleurs, il est rigoureusement interdit d'utiliser les bacs à déchets, bennes, poubelles présentes sur les sites, d'enfouir ou de brûler les déchets sur les sites sur lesquels s'exécutent les prestations du présent marché.

6.1. Gestion des déchets

6.1.1. Stockage provisoire

Le titulaire prendra l'ensemble des mesures nécessaires pour réaliser un tri à la source des différents types de déchets, en respectant les cahiers des charges des différentes filières de valorisation ou d'élimination qui apportent des précisions quant aux modalités de dépose, collecte séparée et transport de ces déchets à respecter.

Plus particulièrement, le titulaire :

- Dépose sélectivement les matériaux valorisables et notamment non dangereux (plâtre, métaux, bois, certains plastiques) et inertes (verre...) ;
- Dépose sélectivement tous les matériaux et équipements contenant des substances dangereuses (équipements électriques et électroniques,...) et les conditionnera sans les mélanger avec les autres déchets ;
- Remet à un éco-organisme agréé les déchets relevant d'une filière à Responsabilité élargie du producteur (REP) tels les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
- Prend toutes les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets soient placés dans des contenants adaptés.

Le titulaire définira notamment les aires de stockage nécessaires à l'accueil des contenants dédiés aux différents types de déchets. Le type et la taille des différents contenants seront déterminés en fonction des

déchets identifié de manière à trier les déchets à la source mais aussi en fonction des cahiers des charges des filières de valorisation. L'ensemble de l'organisation sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre, via la cellule environnement de proximité.

Le stockage provisoire sur site de déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à :



- Respecter la santé et la sécurité des travailleurs ;
- Eviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux ;
- Permettre un recyclage optimal.

6.1.2. Caractérisation des déchets

Conformément à l'article L. 541-7-1 du Code de l'environnement, le titulaire du marché s'assurera de la bonne exécution des opérations suivantes, pour le compte du maître d'ouvrage, producteur des déchets et devra :

- Caractériser les déchets, selon leur nature, avant tout transfert vers une installation intermédiaire ou dans un exutoire final dûment autorisé à les prendre en charge en portant une attention particulière aux déchets dangereux ;
- Prendre toutes les dispositions exigées en matière de stockage, d'étiquetage et de transport requis ;
- Transmettre les Certifications d'Acceptation Préalables réglementaires obligatoires, ainsi que tout autre document provenant des autres exutoires et les transmettre à l'acheteur ou à la Maîtrise d'œuvre.

Une fois les déchets conditionnés par le titulaire du marché, et ce avant de faire appel à un transporteur, afin de vérifier les informations du transporteur et informer des typologies de déchets qu'il aura à transporter, un tableau intitulé « caractérisation des déchets » sous la forme donnée en exemple ci-dessous sera transmis par le titulaire :

Dénomination usuelle	Rubrique déchet	N° CNU	Dénomination pour le transport	Classe de danger	GE	Etiquette de danger	Emballage homologué	Arrêté préfectoral	Page de l'arrêté
Pots de peinture, vernis	20 01 27*	UN 1263	Peintures ou matières apparentées aux peintures	3	II		En principe DS 650		
Acides	20 01 14*	UN 3264	Liquides inorganique corrosif acide basique n s a	8	II		oui		

Ce tableau est évolutif et devra être mis à jour par l'entreprise titulaire dès l'apparition de nouveaux déchets dû à l'évolution de la maintenance ou des travaux nouveaux entrepris. Il sera communiqué pour validation dans les plus brefs délais à l'acheteur et au chargé d'environnement.

6.1.3. Filières d'élimination et de traitement des déchets de chantier

Un Schéma d'Organisation et de Gestion des déchets (SOGED) est remis par le candidat lors du dépôt de son offre. Il décrit l'organisation technique de la gestion des déchets. Il s'agit d'un document dans lequel sont précisément décrites les mesures prises pour une bonne gestion des déchets (responsable « déchets », sensibilisation personnel, tri prévu, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination).

Le SOGED devra aborder de manière détaillée les points listés ci-dessous.

- Les méthodes de prévention de la production des déchets ;
- Les méthodes de non – mélange des déchets sur le chantier et donc le tri effectué ;
- Les méthodes de séparation des déchets au niveau des postes de travail,
- La description des bennes, bigs-bags, bacs avec rétention et tout autre contenant en fonction des types de déchets,
- Les zones de stockage envisagées pour les déchets et les moyens d'accès,
- L'importance du tri sur le chantier,
- La signalétique employée,
- Les installations de valorisation, traitement et élimination vers lesquelles seront dirigés les déchets en fonction de leur nature : selon les opportunités locales, les installations seront recherchées en veillant à privilégier les filières de réutilisation et valorisation,
- La fréquence d'évacuation des déchets ;
- Les moyens de contrôle et de traçabilité des déchets : il est conseillé de prévoir un bordereau de suivi de déchets (BSD) par type de déchet et par transport ;
- Les moyens humains mis en œuvre pour assurer la réalisation du SOGED : il est conseillé de désigner un « responsable gestion des déchets » au sein de chaque entreprise, présent sur le chantier en permanence ou régulièrement, qui pourra répondre aux questions des compagnons ou des représentants du maître d'ouvrage,
- Les compagnons devront être sensibilisés à la gestion des déchets et savoir reconnaître les différents types de déchets.

Il peut être complété par la description des mesures prises pour faire face aux autres nuisances potentielles du chantier.

Cette trame est évolutive et devra être mise à jour par l'entreprise titulaire dès l'apparition de nouveaux déchets dû à l'évolution de la maintenance ou de travaux nouveaux entrepris. Elle sera communiquée pour validation dans les plus brefs délais à l'acheteur et au chargé d'environnement.

6.1.4. Transport des déchets

Le transport des déchets peut être effectué par le producteur du déchet ou par un collecteur/transporteur. Si les déchets ne sont pas transportés par le producteur, le transporteur doit être titulaire d'un récépissé de transport de déchets selon l'Article R541-50 du Code de l'environnement modifié par le Décret n°2013-301 du 10 avril 2013 – art. 4.

Les entreprises doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social ou, à défaut, le domicile du déclarant :

- Dès lors que les entreprises collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 ;
- Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux.

Sont exemptés de cette obligation de déclaration :

- Les entreprises qui transportent les déchets qu'elles produisent et qui sont soumises aux dispositions législatives du titre Ier relatives aux ICPE.
Une ICPE peut par exemple être une usine, une installation Seveso, une carrière, une installation de stockage de déchets, un parc éolien terrestre, une exploitation agricole, etc... Ces installations classées peuvent avoir des impacts sur la pollution de l'eau, de l'air, des sols, et présenter des dangers comme des incendies, des explosions. Pour ces raisons et la préservation de l'environnement, elles sont soumises à des réglementations spécifiques.

- Les entreprises effectuant uniquement la collecte de déchets ménagers pour le compte de collectivités publiques ;
- Les entreprises qui collectent ou transportent des terres non souillées, des déchets de briques, de béton, de tuiles, de céramiques et d'autres matériaux de démolition propres et triés, des gravats et des pierres ;
- Les ramasseurs d'huiles usagées agréés en application des articles R. 543-3 à R. 543-15 ;
- Les entreprises effectuant la livraison de produits et équipements neufs qui reprennent auprès des consommateurs finaux les déchets similaires à ces produits et équipements, y compris leurs emballages, dans le cadre de leur activité de distribution ;
- Les exploitants des installations visées à l'article L. 511-1 soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration et relevant de la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées.

Le transporteur de déchets s'engage :

- À transporter les déchets vers des installations de traitement conformes à la réglementation relative aux déchets,
- À procéder à la gestion des déchets transportés par ses soins qu'il aurait abandonnés, déversés ou orientés vers une destination non conforme à la réglementation relative aux déchets,
- À informer sans délai le préfet territorialement compétent en cas d'accident ou de déversement accidentel de déchets.

Le récépissé est valable 5 ans et doit être présent dans chaque véhicule.

6.1.5. Traçabilité

Afin d'assurer la traçabilité réglementaire des déchets issus du présent marché, la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants ou non dangereux, est assurée via l'utilisation de l'outil numérique gratuit « Trackdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>), développé par le Ministère de la Transition Ecologique.

Se conférer à la directive métier du 13/10/2022 relative à la prise en compte des déchets au sein du SID et à la note du SID-NO N°505656 SID/ESID-RNS/BPMRE sur la gestion des déchets par le SID-NO

Le Titulaire s'assure de la création des bordereaux de suivi par le transporteur dans l'outil numérique précité.

Les entreprises de transport, collecte et traitement des déchets non dangereux, intervenant au profit du Titulaire, sont obligatoirement inscrites sur Trackdéchets.

Le Titulaire fournit à son transporteur tous les éléments nécessaires à la création du BSD, afin que ce dernier puisse générer ce document pour le compte de l'Acheteur.

Les informations relatives à l'Acheteur (=producteur) sont les suivantes :

SIRET : 13000190200068

SID Nord-Ouest

Quartier Marguerite -BP14

35998 RENNES Cedex9

(adresse mail fonctionnelle que doit utiliser le transporteur)

Les informations relatives au chantier sont les suivantes et les BSDs et BSDA sont nommés selon le modèle suivant :

« USID AVD- Antenne*- Bat »

(Exemple : USID AVD – BA 702 –Bat XXX)

Où

« USID AVD – Antenne* – N° marché ou COSI »

(Exemple : USID AVD - BA 702- 2023RNSDBXXX ou COSIXXXXX)

Le Titulaire doit fournir à son transporteur les informations relatives aux déchets (codes, quantités estimées, n° de certificat d'acceptation préalable, etc.).

Le Titulaire s'assure que son transporteur génère le BSD à minima cinq (5) jours avant l'enlèvement des déchets. Dès création du document, le Titulaire en informe par courriel l'Acheteur (=producteur).

En cas d'impossibilité de création d'un BSD deux (2) jours avant l'enlèvement prévu, le Titulaire s'assure que son transporteur dispose d'un outil informatique (tablette, smartphone) permettant la signature in situ.

En cas de transfert transfrontaliers de déchets, le titulaire communique à l'acheteur et au chargé d'environnement de l'USID le formulaire CERFA n°1433 ainsi que le contrat établi entre lui qui organise le transfert et le destinataire

En cas de manquement, le Titulaire encourt les pénalités prévues au CCAP.

Les trigrammes des antennes sont les suivants : Henrichemont-HRT ; Rosnay-RNY ; BA 702- BA702 ; Bourges-EMB ; DGA TT-DGA.

6.2. Nuisances environnementales

La réduction des nuisances des prestations de maintenance est, avec la gestion différenciée des déchets et l'information et la sensibilisation du personnel.

Les objectifs de la réduction des nuisances sont les suivants :

- Réduire les nuisances acoustiques ;
- Réduire la pollution de l'air.

Chaque entreprise doit le respect de ces prescriptions.

6.3. Documents à fournir par le titulaire

Les documents ci-dessous sont à communiquer au chargé d'environnement via l'adresse fonctionnelle : usid-avord-dechets.referent.fct@intradef.gouv.fr

Pendant la période de préparation :

- Liste et emplacement de stockage des Agent Chimique Dangereux nécessaires à sa mission
- Les fiches de données de sécurité (FDS) des agents chimiques dangereux (ACD) utilisés
- Validation des installations ICPE et IOTA en lien avec chargé d'environnement

En cours d'exécution :

Mensuellement :

- Le rapport relatif aux événements écoulés dans le mois conforme article 17
- Le rapport des analyses et/ou des mesures effectuées conforme article 17
- La mise à jour de la monographie dans le mois qui suit la modification ou le remplacement du matériel

Annuellement :

- Attestation de valorisation annuelle à remettre avant le 31 mars de chaque année calendaire à l'acheteur USID et au chargé d'environnement concernant les déchets non dangereux
- Le rapport annuel au format EXCEL conforme article 17

7. SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATIONS INDUSTRIELS DES EQUIPEMENTS

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra faire preuve d'une hygiène cyber irréprochable lors de l'utilisation ou la mise en place d'équipements connectés. Les prescriptions minimales décrites ci-après sont à réaliser impérativement par le titulaire. Des éléments complémentaires pourront être mis en place sur demande de l'acheteur.

L'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'information (ANSSI) met à la disposition du public gratuitement sur son site internet des informations et des listes de bonnes pratiques à l'adresse suivante <https://www.ssi.gouv.fr/guide/guide-dhygiene-informatique/>. Le titulaire est invité à en prendre connaissance pour l'exécution du présent marché.

Pour tous les systèmes d'informations industriels (S2i) mis en place ou maintenus dans le cadre du présent marché, le titulaire doit appliquer les prescriptions suivantes :

Tout personnel intervenant sur les S2i, pour leur exploitation, leur modification de configuration ou leur maintenance, doit pouvoir attester qu'il a suivi une sensibilisation aux risques cyber d'une journée minimum. Le titulaire peut, soit se référer aux supports et présentations de l'ANSSI (<https://secnumacademie.gouv.fr/>), soit suivre une sensibilisation dispensée par le responsable S2i (RSSI-A) de l'USID sur demande préalable à l'adresse usid-avord.rssi.fct@intradef.gouv.fr.

Le titulaire doit pouvoir fournir l'attestation de suivi de la sensibilisation aux risques cyber au RSSI-A de l'USID (usid-avord.rssi.fct@intradef.gouv.fr) au plus tard 3 mois après le démarrage du marché. De plus, le titulaire engagera sa responsabilité en signant l'Attestation de Reconnaissance de Responsabilité (ARR) fourni par le RSSI-A de l'USID.

Tout personnel devant intervenir sur les S2i devra y avoir été formellement autorisé préalablement par le RSSI-A de l'USID.

Pour toute intervention sur un S2i, une procédure de gestion des interventions doit être mise en place au préalable, sous forme de Bon de Travail SSI (BTSSI) disponible auprès du RSSI-A de l'USID et à lui renvoyer à l'adresse suivante usid-avord.rssi.fct@intradef.gouv.fr.

À l'issue de la prestation, ces éléments seront obligatoirement intégrés au compte rendu d'intervention établi par le titulaire, et transmis à l'acheteur.

Les postes de supervision, d'administration, de maintenance dédié et tous les équipements connectés (automates, ...) ne doivent pas avoir d'accès possible à Internet. L'accès aux ports Ethernet et USB des équipements ainsi que les connexions sans fil (Wi-Fi, Bluetooth, NFC, etc.) seront bloqués physiquement ou désactivés si ces derniers n'ont pas fait l'objet d'une autorisation explicite par le RSSI-A de l'USID.

Les équipements autorisés à se connecter aux installations dans le cadre des interventions devront être clairement identifiés et validés par le RSSI-A de l'USID.

Seuls les médias amovibles (clef USB, disques durs, carte SD, ...) dédiés au S2i (c'est-à-dire étiquetés comme tels) pourront être connectés sur le système. L'utilisation de ces médias pour tout autre usage est interdite. Réciproquement, l'utilisation de tout autre média est interdite.

Les médias amovibles et ordinateurs portables de maintenance ou d'administration dédiés au S2i seront conservés sur le site d'exploitation obligatoirement.

Les médias amovibles devront passer par un sas antiviral (ordinateur de l'USID dit "station blanche") avant d'être connecté au système. Si l'accès à un sas antiviral n'est pas possible, le titulaire utilisera des bons de travaux SSI (BTRSSI) validés par le RSSI-A de l'USID avant toute intervention. Si des logiciels spécifiques sont installés sur les postes de maintenance ou d'administration, le titulaire s'assure qu'une procédure de mise à jour (logiciel, licence) hors connexion Internet est possible.

Lors d'un remplacement de matériel, les mots de passe par défaut de sortie d'usine devront être modifiables et modifiés. Ils devront être robustes et renouvelés périodiquement. Les mots de passe seront obligatoirement stockés dans un fichier KeePass, séparé en plusieurs fichiers selon les types de systèmes et les sites soutenus, puis transmis au RSSI-A de l'USID.

Le processus de sauvegarde des données et configurations du S2i initialement défini sera respecté, et régulièrement testé afin de permettre une restauration en cas d'incident. Les données concernées sont toutes les données nécessaires à la reconstruction de l'installation après un sinistre : programmes, fichiers de configuration, firmwares, paramètres de procédé (réglages d'asservissement par exemple), etc. Cela peut également concerner des données ayant un aspect réglementaire comme des exigences de traçabilité.

Les configurations devront être sauvegardées avant et après toute modification, y compris si celle-ci est apportée "à chaud". Les sauvegardes seront fournies dans un support amovible (clé USB) sain (contrôlé avant la livraison sur une station antivirale).

Si le titulaire souhaite modifier le processus de restauration des sauvegardes sur les équipements, il devra le faire valider préalablement par le RSSI-A de l'USID.

Dans le cadre du maintien en condition de service des S2i (MCS), le titulaire a l'obligation :

- De tenir à jour la cartographie des systèmes dont il a la charge et la transmettre au RSSI-A de l'USID ;
- De tenir systématiquement informé le RSSI-A de l'administration de la sortie des mises à jour logicielles et matérielles sur les produits objet du contrat en précisant les améliorations apportées ou les éventuels défauts corrigés ;
- De mener explicitement une veille technique sur les vulnérabilités et incidents de sécurité concernant ses prestations, produits ou services fournis dans le cadre du marché.
- D'informer systématiquement le RSSI-A de l'administration de l'ensemble des failles de sécurité qu'il pourrait découvrir ou avoir connaissance sur tous les systèmes industriels d'infrastructure couverts par le contrat. Pour ces failles de sécurité, en complément de l'information sur leur criticité et leurs impacts, le titulaire précisera également si leur correction est envisagée et à quelle échéance ;
- De prendre en compte les mises à jour et/ou les corrections de failles de sécurité sans régression de service.

Le titulaire précisera la date d'obsolescence des équipements ou de l'un de leurs composants, si celle-ci est disponible.

8. OBLIGATIONS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Dès la notification du marché, la personne publique communique au titulaire le nom et les coordonnées de son représentant technique par site. Celui-ci est chargé du suivi technique de l'exécution des prestations et travaux réalisés dans le cadre de ce marché.

Sous réserve des conditions d'accès aux sites et uniquement pour l'exécution des prestations, la personne publique permet au titulaire l'accès pendant toute la durée d'exécution du marché aux locaux techniques objet du marché.

La personne publique assure à ses frais toutes les prestations et fournitures qui ne sont pas à la charge du titulaire et qui sont nécessaires à la bonne marche des installations. Ces prestations et fournitures sont exclusivement :

- Les pièces de rechange dont le montant unitaire dépasse les seuils indiqués dans les CCTP de chaque lot,
- L'électricité,
- L'eau.

La personne publique doit rendre les installations conformes en cas de modification de la réglementation en vigueur.

9. OBLIGATION DE RESULTAT

Il appartient au Titulaire de définir, de disposer et de mettre en œuvre tous les moyens matériels et humains nécessaires à l'exécution des prestations du forfait. Il doit donc déplacer les techniciens et les agents avec les compétences requises (qualifications, habilitations, certifications), au fur et à mesure des besoins. Le titulaire doit s'assurer d'approvisionner en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires à la bonne exécution des prestations de maintenance pour respecter les délais contractuels et les criticités.

Il doit être en mesure de fournir toute la logistique d'accompagnement et d'approvisionnement du service (véhicules, moyens de communication tels que téléphone mobile, moyens de levage, etc.), les outils informatiques nécessaires. Le Titulaire fournit à son équipe tout l'outillage courant ou spécialisé nécessaire aux travaux exigés. Dans le cas où des outillages spéciaux sont fournis par le constructeur ou l'installateur d'un équipement, ces outillages sont réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et doivent être maintenus, au même titre que l'équipement, par le Titulaire.

Il ne sera en aucun cas possible au Titulaire d'utiliser, même à titre ponctuel, les outils ou matériels appartenant au Ministère des Armées.

La maintenance demandée au Titulaire doit permettre d'obtenir une fiabilité maximum des matériels censés assurer la production et la distribution en énergie électrique des installations du site. Aussi, dans le cas où, sans faute de l'utilisateur, ce dernier subit une coupure d'énergie électrique suite à une défaillance des matériels entretenus, le Titulaire pourra s'exposer à des pénalités.

Le Titulaire a la possibilité de proposer à la Personne Publique la mise en place d'équipements ou de systèmes destinés à renforcer la fiabilité des matériels maintenus.

Les gammes de maintenance décrites dans les CCTP des différents lots sont des gammes minimales.

Les gammes de maintenance devront respecter à *minima* les prescriptions des fabricants et des CCTP de chaque lot et il appartient au titulaire de compléter ses propres gammes pour respecter le niveau de maintenance minimal des CCTP de chacun des lots.

Les gammes proposées par le titulaire seront rendues contractuelles.

10. PRISE EN CHARGE/RESTITUTION DES INSTALLATIONS

10.1. Prise en charge des installations

Dans les deux (2) mois suivant la notification du marché, le titulaire réalise, sur la base de la monographie fournie en annexe n°1, un état des lieux de l'ensemble des équipements existants.

Cet état des lieux devra préciser :

- Le site concerné (nom et n° d'immeuble G2D) ;
- La nature de l'équipement ;
- La marque, le type du matériel et tous les éléments disponibles (caractéristiques) pour identifier l'équipement ;
- L'année d'installation ;
- Le matériel devant être éventuellement remplacé avec un avis motivé et chiffré sur le remplacement.

Dans ce cadre, le titulaire précisera pour chaque équipement un niveau de vétusté selon le code couleur ci-après :

VERT : bon état général

JAUNE : remplacement à prévoir sous 24 mois

ROUGE : remplacement à programmer dans l'année

Le titulaire indiquera également les éventuels défauts de maintenance ou dysfonctionnements présents sur les équipements avant prise en compte.

Un procès-verbal contradictoire de prise de charge des équipements existants sera établi par le représentant de l'USID du site et signé par les deux parties. Il sera réalisé en deux exemplaires sur support papier et informatique (Excel) et fera foi pour toutes réclamations lors d'interventions ultérieures.

À l'issue de cette prise en charge, le titulaire reconnaît être parfaitement informé de la constitution et de l'état des équipements entrant dans le cadre du présent marché. Il accepte de les prendre en charge en l'état. Le titulaire ne pourra en aucun cas arguer de l'usure ou du mauvais état antérieur pour se soustraire à ses obligations.

En l'absence de l'établissement de cet état des lieux, tout matériel et équipement faisant l'objet du présent marché est réputé en bon état de fonctionnement (VERT).

Sans un état des lieux complet et exhaustif ainsi que l'ensemble des formalités d'accès réalisé pour chaque site à cette date, des pénalités de retard seront appliquées et une réfaction sur les prestations pourra être réalisée par la personne publique (cf. CCAP).

10.2. Restitution des installations

Dans les trois (3) mois précédant la fin du contrat, il sera réalisé contradictoirement un procès-verbal de restitution des installations entre le titulaire et le représentant de l'USID du site. Ce procès-verbal de restitution sera comparé au procès-verbal de prise en charge pour chacun des sites.

Cet état des lieux devra faire ressortir l'état des installations par niveau de vétusté (code couleur rouge, jaune, vert détaillé ci-dessus). Le titulaire doit veiller à maintenir au même niveau ou améliorer l'état de vétusté de chaque installation durant l'exécution du présent marché.

L'acheteur refusera la restitution des installations dans le cas où le niveau de vétusté d'un équipement aurait diminué (de vert à jaune ou de jaune à rouge) ou si son niveau apparaît en rouge (à remplacer dans l'année).

Toutes les modifications, ajouts, suppression d'équipement apportées aux installations pendant la durée du marché seront clairement identifiés. La monographie des équipements (modèle fourni par l'acheteur) est également mise à jour et transmise à l'acheteur.

Le procès-verbal de restitution incluant l'état des lieux, sera établi par l'acheteur et signé par les deux parties. Il sera réalisé en deux exemplaires sur support papier et fera foi pour toutes réclamations.

Dans le cas d'un nouveau titulaire désigné avant la fin de l'accord cadre, le titulaire doit accompagner jusqu'à la fin de son marché, l'entreprise entrante pour réaliser la présentation des installations, transmettre les documentations techniques, codes, etc. et identifier l'ensemble des moyens à maintenir sur l'ensemble des sites.

11. MAINTENANCE PREVENTIVE

Les interventions de maintenance préventive sont annualisées et planifiées par le titulaire au début de chaque annuité de l'accord-cadre en accord avec le représentant de la personne publique.

Le planning prévisionnel est transmis à la personne publique au plus tard 1 mois après la notification du marché ou sa reconduction ou dans le mois suivant la prise en charge (pour la première période). Le calendrier des opérations de maintenance est détaillé par : zones, bâtiments et installations. Il tient compte des contraintes de production du site et sera validé par la personne publique. Son avancement sera présenté lors des réunions mensuelles.

Le début des opérations de maintenance préventive est planifié pour ne pas occasionner de gêne aux bénéficiaires ou d'indisponibilité des installations.

Sauf cas exceptionnel, les interventions de maintenance préventive sont effectuées pendant les heures ouvrées du site.

Lors de ces interventions, le titulaire effectue au minimum les prestations décrites dans chaque CCTP-S pour la totalité des matériels qui lui sont confiés ainsi qu'un contrôle thermographique annuel des installations électriques du périmètre du marché.

11.1. Consommables

Les matières consommables sont à la charge du titulaire et comprises dans le montant du forfait de maintenance quelle que soit la nature de l'intervention (préventif ou correctif) :

- Huile des pompes, graisse,
- Chiffons,
- Produits de nettoyage,

Le titulaire doit fournir les fiches de données de sécurité des produits, fluides liquides et gaz utilisés.

12. MAINTENANCE CORRECTIVE

Les interventions de maintenance corrective sont effectuées sur simple appel téléphonique du représentant de la personne publique. Cet appel téléphonique sera confirmé par mail avec accusé de réception, afin de confirmer les date et heure de début des délais cités supra.

Pour les demandes d'intervention en urgence, quel que soit l'heure et le jour, le titulaire s'engage à intervenir dans les délais définis à l'article ci-dessous.

Le titulaire devra dépêcher sur place un personnel qualifié capable de localiser la panne, d'établir un diagnostic avant réparation. Il devra effectuer, si possible, une remise en service avant la remise en état définitive. Si la réparation n'est pas possible immédiatement, le technicien prend les mesures d'urgence permettant de limiter les conséquences éventuelles de la panne sur le service utilisateur.

En dehors des heures ouvrées, l'intervention est déclenchée par un appel au service d'astreinte du titulaire suivant les modalités décrites à l'article 12.2.

12.1. Délais et criticité

Trois types de délais sont définis ci-dessous : le délai d'intervention, le délai de dépannage et le délai de réparation.

Le **délai d'intervention** est le délai imparti au Titulaire pour se rendre sur place, établir un premier diagnostic et préparer le dépannage.

Le **délai de dépannage** est le délai imparti au Titulaire pour procéder à la mise en œuvre des solutions palliatives et le rétablissement temporaire du fonctionnement de l'installation.

Le **délai de réparation** est le délai alloué à la remise en état nominal de l'installation défectueuse (maintenance curative)

L'ensemble de ces délais sont détaillés dans l'Annexe 1

12.1.1. Délai d'intervention, de dépannage et de réparation

Le titulaire assure la maintenance corrective des installations objet du marché. Les seuils tolérés de réactivité après la demande d'intervention faite par la personne publique sont détaillés dans **l'annexe 1 délai d'intervention uniformisés.**

La Personne Publique est seule apte à évaluer le délai d'intervention et le communique au service de dépannage du Titulaire lors de la sollicitation.

Le délai d'intervention débute à compter de l'heure d'envoi de la demande d'intervention par message électronique ou téléphonique au Titulaire. Il se termine au moment où une solution (palliative ou définitive) est mise en place.

Le non-respect des délais peut entraîner des pénalités prévues au CCAP. Il pourra être toléré une augmentation du délai d'intervention uniquement avec l'accord de la Personne Publique et selon le niveau d'urgence exprimée par l'utilisateur concerné. En cas d'allongement du délai défini en annexe 1 délai d'intervention uniformisé, celui-ci devra être notifié par OS à l'entreprise pour chaque intervention concernée.

12.1.2. Indisponibilité

Le temps d'indisponibilité des équipements ou installations est le temps écoulé entre l'heure de l'appel téléphonique et l'heure de la remise en service effective des matériels mis en cause.

Dans tous les cas, le titulaire met en œuvre les moyens nécessaires pour que le matériel objet du dépannage soit opérationnel le plus rapidement possible.

Le non-respect des délais de **l'annexe 1 délai d'intervention uniformisés** peut entraîner des pénalités conformément au CCAP.

Les opérations de maintenance préventive n'occasionnent aucune indisponibilité sous réserve que celles-ci aient bien été planifiées avec la personne publique.

12.2. Astreinte

Afin d'assurer les dépannages et interventions d'urgence, il est prévu une astreinte, en dehors des heures ouvrées, les nuits, fin de semaine et jours fériés afin d'assurer les dépannages et interventions urgentes.

Le titulaire fournira à la personne publique la liste des personnels d'astreinte, l'organisation de ses astreintes avec le numéro d'appel dans le 15 jours suivants la notification du marché.

Intervenant sur des sites militaires, les personnels du titulaire doivent être préalablement identifiés et autorisés par la personne publique (badges d'accès).

13. FORME DES PRIX

Lors d'un remplacement de pièce, toutes les prestations dont les prix unitaires sont inférieurs ou égaux au seuil de pièces du lot concerné sont inclus dans le montant forfaitaire de maintenance qu'elle soit préventive ou corrective ; les déplacements et la main d'œuvre sont également inclus pour les prestations inférieures ou égales au seuil de pièces.

Tous les moyens d'accès nécessaires à la réalisation de la maintenance (préventive ou corrective) dont nacelle ou autre moyens d'accès sont compris dans le montant forfaitaire de la maintenance.

Aucune commande complémentaire ne sera acceptée pour le remplacement d'une pièce dont le montant unitaire est inférieur ou égal au seuil de pièce.

Tous les prix figurant dans le bordereau de prix unitaires sont des prix comprenant pour chaque matériel décrit, les études d'installations, l'installation de chantier (et repliement), le déplacement, la fourniture, la pose, le raccordement, la mise en œuvre et en service ainsi que toutes suggestions et tout accessoires nécessaires à la mise en œuvre (et en service) de celui-ci.

La main d'œuvre en jours ouvrés est également incluse dans les prix unitaires de chaque matériel.

L'ensemble des éco-contributions et du recyclage des déchets sont compris dans les montants forfaitaire et unitaires du marché.

Le titulaire veille, lors de l'établissement des devis, à faire référence au numéro de poste du BPU auquel il a recours, et, pour les prestations hors BPU, à les lister dans un paragraphe spécifique en fin de devis.

En cas de dépannage par site nécessitant des pièces détachées dont le montant unitaire est supérieur au seuil de pièces, il sera appliqué sur le prix des pièces le coefficient peines et soins : K + le prix unitaire de déplacement.

Pour les dépannages tous sites, pour les pièces détachées dont le montant unitaire est supérieur au seuil de pièces, il sera appliqué sur le prix des pièces le coefficient peines et soins.... K + le prix de main d'œuvre selon l'onglet au BPU tous sites.

Cette majoration K permet la prise en compte des charges de l'entreprise sur la fourniture des pièces détachées hors forfait.

14. REUNIONS PERIODIQUES

Les réunions périodiques sont au minimum annuelles, et peuvent être tenues de façon extraordinaire si la sécurité des biens et des personnes est en jeu. Elles permettent à l'acheteur de prendre en compte les retours sur expérience du Titulaire, notamment la liste des interventions urgentes effectuées au cours de l'année, la nature et le nombre de pièces réparées ou remplacées ainsi que le coût de ces interventions. L'absence à ces réunions (sera considérée comme absence tout retard supérieur à 15min) pourra exposer le titulaire aux pénalités prévues au CCAP.

Pour chaque site et à chaque réunion (au minimum annuellement dans le mois suivant la date anniversaire du marché), le titulaire tient à jour et propose un compte rendu au responsable du site.

Il est composé de :

- La liste mise à jour des équipements transmise lors de la prise en charge des installations ;

- La liste récapitulative des interventions sur chaque installation et les rapports correspondant;
- La liste des devis fournis pour chaque installation ;
- La liste des commandes reçues ainsi que le détail financier et quantitatif des pièces remplacées;
- Les actions à prévoir ;
- Le récapitulatif des BSD.
- La mise à jour du calendrier de l'exercice en cours ;
- Le calendrier prévisionnel d'intervention de l'exercice suivant.

Ce compte-rendu sera soumis à la validation du responsable du site dans la semaine suivant la réunion.

15. MODIFICATION DES INSTALLATIONS

La personne publique est susceptible de faire effectuer des travaux de modernisation ou d'évolution sur les installations objet du présent marché par une entreprise tierce.

La personne publique informe le titulaire des travaux qu'elle prévoit d'effectuer. Il appartient au titulaire de faire toutes les observations utiles sur l'état de l'équipement avant travaux auprès du représentant de l'USID.

Le titulaire peut être invité aux opérations préalables à la réception d'un nouvel équipement. Si, lors de cette étape, le titulaire juge que le nouvel équipement ne peut être accepté en l'état, il en informe la personne publique. A l'issue de la réception, le titulaire reconnaît être parfaitement informé de la constitution et de l'état de l'équipement qu'il prend en charge.

16. DOCUMENTS LIVRABLES

16.1. Compétences des personnels

Le titulaire doit communiquer à la personne publique dans le mois qui suit la notification du marché, les documents (habilitations, certifications, formations...) attestant la compétence de ses personnels ou des personnels de ses sous-traitants appelés à intervenir sur le site. Tout personnel doit être titulaire des autorisations réglementaires avant de pouvoir exécuter les prestations ou travaux correspondants sur les sites couverts par le marché.

Les documents concernés à ce jour sont notamment :

- Habilitation électrique ;
- Formation de secouriste (si besoin) ;
- Formation de cariste (si besoin) ;
- Formation à la conduite de nacelle (si besoin).

La validité de ces documents sera contrôlée régulièrement notamment lors des réunions annuelles. La personne publique peut à tout moment demander le remplacement du personnel chargé de l'exécution des présentes prestations pour causes d'inobservation des consignes relatives notamment :

- Aux conditions techniques de la conduite des installations,
- Aux règles d'accès, d'hygiène et de sécurité des différents locaux.

16.2. Rapport d'intervention

Le titulaire doit communiquer à la personne publique, un rapport technique de chaque intervention sur les installations, qui précisera :

- L'objet de l'intervention ;
- La date et l'heure ;
- L'entreprise intervenante

- Le nom du technicien intervenant ;
- Le site, le bâtiment et l'installation objet de l'intervention ;
- Le temps passé ;
- Les pièces, matériaux et toutes fournitures mis en œuvre ;
- Les opérations réalisées ;
- Un constat de la situation de l'installation au départ du technicien.

Ce rapport sera fourni de préférence sous forme dématérialisée (EXCEL, autre).

Lors d'une intervention de maintenance corrective, lorsque la défektivité affecte directement la sécurité des personnes (D0), un compte rendu verbal immédiat doit être fait au représentant du SID ; une consignation de l'installation doit être alors réalisée. Si un devis de remise en état s'avère nécessaire, celui-ci doit être transmis conformément aux délais de l'**annexe 1 délai d'intervention uniformisés**

16.3. Rapport annuel

Le titulaire établit à la fin de chaque annuité contractuelle d'exploitation, et dans le mois qui suit la reconduction de l'accord-cadre, un rapport annuel au format dématérialisé (EXCEL, autre) regroupant :

- Le résultat des analyses et contrôles effectués durant l'année ;
- Le bilan des prestations et interventions réalisées ;
- La liste des installations mise à jour au format Excel ;
- Les remarques sur l'état des installations ;
- La liste des gros travaux d'entretien et de réparation à prévoir sous 12 mois avec une estimation financière à +/- 10% ;
- Les bordereaux de suivi des déchets ;
- Les propositions de modifications éventuelles qui pourraient être mis en œuvre afin d'améliorer le fonctionnement général des équipes (accès, réactivité, conditions de travail, équipements...) ;
- Les propositions d'amélioration des installations en vue d'améliorer la satisfaction des utilisateurs, de réduire les coûts de fonctionnement, les consommations, de mettre en œuvre des mesures pour le développement durable.

Dans le cas où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, le rapport devra être fourni au plus tard un mois avant la fin du délai contractuel d'exécution du dernier bon de commande notifié.

Une réunion en présentiel est organisée entre les parties afin d'étudier le document.

16.4. Dossiers techniques

La personne publique met à disposition du titulaire les dossiers techniques des installations en sa possession. Ces dossiers regroupent les documentations, les caractéristiques techniques, les principes de fonctionnement, les paramètres et consignes de réglages, les plans et les schémas.

Ils sont complétés et mis à jour par le titulaire à chaque modification ou remplacement d'installations.

Le titulaire doit la fourniture des documentations complètes, plans, schémas des équipements qu'il installe.

Sur demande de l'administration par OS, le titulaire fournira les données nécessaires au suivi ou à la création des dossiers ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) entrant dans le périmètre du marché, sans rémunération complémentaire.

Les dossiers restent la propriété de la personne publique.

16.5. Etat des commandes

Le marché comporte un coefficient de majoration (dit coefficient K) pour les prix hors BPU. Il pourra être demandé à l'entreprise de fournir une liste de l'ensemble des pièces/matériel « hors bordereau » sur une période définie ainsi qu'un état quantitatif de commandes par ligne au BPU sur une période donnée.

Cette prestation est listée au BPU.

Cette liste devra être fournie sous 15 jours (au format informatique Excel et .pdf).

Elle comprendra pour chaque pièce/matériel « hors bordereau » :

- Le nombre de pièces commandées (sur la période définie) et le prix facturé (détail avec coefficient de majoration K) ;
- Le prix fournisseur ;
- Le descriptif technique de la pièce/matériel commandé ;
- La référence de commande comprenant cette pièce (n° EJ et date de la commande) ;

Elle comprendra pour les pièces/matériel au BPU :

- Le nombre de pièces commandés pour chaque ligne du BPU (sur la période définie).